

PROBLÈMES ITALIENS...

De l'avis unanime des observateurs, la situation économique et sociale de l'Italie évolue vers la catastrophe. Privée de matières premières, anémiée par la guerre, contrainte de payer en devises et en matériel de lourdes réparations, la péninsule connaît une tragédie qui dépasse en profondeur et en gravité celle des années 1919-1924.

On sait que le régime fasciste créa de toutes pièces, à coups de milliards, une industrie lourde que les ressources nationales ne justifiaient nullement. Cet héritage provoque aujourd'hui une crise aiguë. Ou bien les autorités légales abandonnent ce fardeau trop lourd à porter, et alors le licenciement de plusieurs centaines de milliers de travailleurs va aggraver les troubles sociaux, ou alors il leur faut maintenir, en le subventionnant, un secteur économique artificiel, et c'est l'inflation.

En examinant le même problème sous l'angle international, la première solution favorise - et est donc encouragée par eux - les anglo-saxons, qui trouveraient une main-d'œuvre à bon marché leur permettant d'aménager l'Italie en un pays manufacturier qui leur servirait d'atelier de montage, de transformation ou de finition. La seconde solution est favorisée par l'Union soviétique, qui serait à même de contrôler, par l'intermédiaire des organisations communistes ou sympathisantes, des portions nationalisées importantes de l'industrie italienne. Un projet a été lancé, qui permettrait aux industries russes de fournir des matières premières à une catégorie d'entreprises étatisées, qui leur renverraient les produits finis.

Évidemment, les divers partis et organes de presse qui défendent l'une ou l'autre de ces solutions, les présentent sous des formes moins nettes et les parent d'arguments idéologiques. Mais il est curieux de constater qu'en Italie, comme en France, l'égoïsme des capitalistes nationaux et la politique à longue échéance des communistes coïncident pour empêcher la hausse des salaires, permettre la montée rapide des prix, et pousser le pays vers l'abîme.

Comment réagit la classe ouvrière? Il faut distinguer tout d'abord l'expression officielle de sa volonté, qu'affichent les grands partis: socialiste, communiste et démocrate-chrétien. Leur alliance basée sur des compromis que les foules d'adhérents ignorent (pactes en matière de politique internationale, répartition des ministères, etc...), a un effet constant, celui d'interdire systématiquement à toute opinion hérétique, spontanée, de s'exprimer et de s'affirmer. Quiconque avance une solution extra-gouvernementale, est aussitôt taxé de néo-fasciste, d'agent provocateur ou de diviseur. Dans la pratique cependant, et en raison même de l'inertie des grands partis, les mouvements de foule jaillissent suivant des mots d'ordre sortis de la masse elle-même. Les explosions paysannes dans le Sud, le mouvement des partisans dans le Nord, les grèves, les manifestations contre la vie chère, répondant à une situation donnée, regroupent des centaines de milliers de travailleurs désorientés. Si le mouvement se généralise, les grands partis tentent alors de le patronner pour mieux le canaliser et le faire échouer.

Il est évident que ces procédés ne font qu'augmenter le désordre dans les esprits et il se crée peu à peu une masse de manœuvre de plus en plus importante qui se ralliera à un quelconque aventurier du type Giannini.

Nos camarades de la *Fédération anarchiste italienne*, bien que dépourvus des vastes moyens dont disposent les «grands», tentent d'apporter au prolétariat ouvrier et agricole leur expérience et de mettre de la clarté dans les esprits. C'est la raison pour laquelle leur organisation s'est développée rapidement jusqu'à devenir une grande force sociale de la péninsule. D'une part les travailleurs considèrent la *Fédération anarchiste* comme le seul mouvement n'ayant pas trahi et ne se prêtant pas aux maquignonnages gouvernementaux ou de politique extérieure, d'autre part ils la suivent en raison de sa lutte constante contre l'Église, à

laquelle socialistes et communistes s'acoquent. (Des collectes sont lancées dans de nombreuses régions pour la reconstruction des églises, sous le patronage des comités d'alliance socialistes-communistes...).

C'est dans la mesure où la F.A.I. parviendra à grouper autour de mots d'ordre concrets les divers groupes lassés des manœuvres incohérentes des grands partis, qu'elle orientera des masses de plus en plus grandes de l'opinion. Dans les partis qui paraissaient les plus homogènes et les mieux disciplinés, des fissures se produisent. Signalons la perte d'influence du P.C. dans les régions de Milan et de Turin, la démission d'Ignazio Silona des postes responsables dans le *Parti socialiste*, une plus nette position prise par le *Parti républicain* de Pacciardi en ce qui concerne le danger anglo-saxon et russe, et enfin les scissions de certaines tendances dans le *Parti d'Action*, sans compter l'évolution de certaines tendances séparatistes du sud vers des conceptions nettement sociales.

La situation de l'Italie ressemble à celle de 1919, disions-nous. Espérons que la lucidité de Malatesta, aujourd'hui reconnue par tous les historiens italiens, serve de guide aux militants qui luttent pour la révolution libertaire dans le pays voisin. C'est en Europe et avec l'Espagne, un dernier espoir qui demeure pour l'aboutissement d'une révolution véritable sans hypothèque au profit de Washington ou de Moscou.
